

Les massacres des 13 et 14 mai 1994 à Bisesero

Peut-on envisager la RESPONSABILITÉ de soldats français ?

L'état des lieux actuel selon Serge Farnel

Dans le texte qui suit, lorsque j'évoque les hommes non Rwandais qui ont tiré sur les Tutsi le 13 mai 1994, je fais mention de « soldats » ainsi que, parfois, de « militaires ». Des dizaines de témoins me les ont en effet décrits comme portant notamment un uniforme militaire. Par ailleurs, toujours dans ce texte, il m'arrive de préciser que ces hommes sont des « Blancs ». Il m'arrive également de préciser qu'ils sont « Français ». Cela correspond aux descriptions qui m'ont abondamment été faites par des dizaines de témoins : tandis que les rescapés m'ont décrit ces hommes en uniforme comme étant des « Blancs », c'est comme « Français » que me les ont décrits les anciens génocidaires rwandais. C'est ainsi en effet qu'on les leur a présentés afin que les tueurs rwandais soient rassurés. Car il faut savoir que les génocidaires rwandais avaient, dans les jours qui précèdent la journée du 13 mai 1994, essuyé, face à la résistance des Tutsi de Bisesero, des revers tels qu'ils avaient fini par craindre ces derniers. Il va enfin de soi que le fait de qualifier ces hommes non rwandais du 13 mai 1994 comme étant des soldats français n'engage que moi-même et non la revue Controverses. Car c'est sur la base de mon enquête et d'une centaine d'heures de tournage que je suis en mesure aujourd'hui de répondre personnellement de cette qualification. Par ailleurs, qualifier ces hommes non rwandais du 13 mai de soldats ou de militaires français ne saurait préjuger, à ce stade de l'enquête, du fait qu'ils aient reçu leurs ordres consistant à exterminer les Tutsi directement du ministère français de la Défense ou de l'Elysée. Une telle preuve est en effet complexe à établir,

mais pas impossible. Nombre de témoignages en ma possession permettant d'ores et déjà d'établir des liens probables entre ces soldats français du 13 mai 1994 et les militaires français, qui, officiellement cette fois, les avaient précédés au Rwanda pendant les années Noroît et leur emboîtèrent le pas au même endroit pendant l'opération Turquoise.

Serge Farnel

La connaissance de l'ampleur des massacres génocidaires qui ont visé les Tutsi de Bisesero les 13 et 14 mai 1994 n'est pas nouvelle. Elle date de l'enquête réalisée sur le terrain par l'ONG londonienne *African Rights* avant d'avoir été confirmée par certains des témoignages déposés au *Tribunal Pénal International pour le Rwanda* (TPIR). Depuis ces deux occurrences, on sait qu'y ont participé, par dizaines de milliers, non seulement les milices *Interahamwe*, mais aussi les militaires, policiers et gendarmes rwandais, sans oublier enfin la population hutu soigneusement encadrée pour l'occasion. Mon enquête en avril 2009 – poursuivie en février 2010 – a toutefois apporté à l'histoire de ce massacre un élément inconnu jusqu'alors : celui de la participation de soldats français aussi bien à son organisation qu'à son exécution¹.

Dans ce qui suit, je propose de faire une courte synthèse permettant de saisir les grandes lignes de cette participation. A la date où j'écris, les derniers éléments recueillis sur le terrain en février 2010 n'ont pas encore pu être tous analysés. Un tel processus d'analyse prend en effet du temps et aura, par exemple pour ce qui concerne l'étude des éléments recueillis au cours de la première phase de l'enquête, nécessité pas moins d'une demi-année. Outre la transcription de dizaines d'heures d'entretiens ainsi que la vérification précise de leur traduction, il s'agit en effet de confronter les témoignages recueillis à leur propre cohérence interne avant de tenter de les insérer au sein du corpus constitué par l'ensemble des témoignages issus, eux, d'enquêtes complémentaires. Ce n'est qu'au terme d'un tel processus que seront ou non susceptibles d'être retenus les témoignages recueillis sur le terrain.

Voici donc, en l'état des analyses, une brève synthèse de ce que je crois pouvoir aujourd'hui affirmer quant à la participation de soldats français aussi bien à la préparation qu'à l'exécution du massacre génocidaire ayant visé, les 13 et 14 mai 1994, les Tutsi de Bisesero.

Le 12 mai 1994

La journée du 12 mai 1994 a été consacrée, sur les collines de l'ouest du Rwanda, à préparer un massacre génocidaire prévu pour le lendemain et le surlendemain au même endroit. Il s'agissait de venir à bout de ces dizaines de milliers de

Tutsi qui étaient parvenus, en se réfugiant dans les collines de la région de Bisesero, à échapper à leur génocide perpétré jusque-là au sein des stades et des églises de la préfecture de Kibuye. A cette fin, des soldats français effectuèrent des reconnaissances sur les collines de Bisesero, rassurant à cette occasion les Tutsi découverts quant au fait qu'il n'y aurait plus de massacre et qu'ils bénéficieraient au contraire désormais de protection. Leur extermination put dès lors être mise au programme des deux jours qui suivirent. Le matin du 12 mai, une de ces reconnaissances fut réalisée de la commune de Mubuga à un endroit nommé Mumubuga : une centaine de miliciens et de paysans hutu firent le chemin par une piste avec pour ordre de ne pas s'en prendre aux Tutsi, tandis qu'un convoi de véhicules français se rendait, lui, par la route, à la rencontre de ces derniers. Cette reconnaissance, qui m'a été confirmée par nombre d'anciens miliciens avec qui j'ai pu en reconstituer précisément le tracé géographique à l'aide d'un récepteur GPS, ne semble toutefois pas avoir été la seule de ce type effectuée au cours de la journée du 12 mai. Un rescapé m'a ainsi décrit, alors que nous nous trouvions sur la colline de Nyakigugu, comment un convoi de véhicules militaires contenant des Blancs s'était, ce même jour à dix heures du matin, arrêté, lui, onze kilomètres plus loin, à Ruhuha – endroit connu pour être alors un des fiefs des Interahamwe –, après quoi une cinquantaine de miliciens rwandais se seraient rassemblés autour des voitures qui venaient de s'arrêter. Or Ruhuha, ce n'est pas Mumubuga. Aux fins de couvrir une vaste région, il semble donc qu'il ait fallu multiplier des reconnaissances de ce type. Ainsi n'a-t-il probablement pas été présent à Bisesero ce jour-là qu'un seul groupe d'une dizaine de soldats français, mais bien plusieurs. Il se sera donc agi de reproduire une tactique de reconnaissance autant de fois que nécessaire dans le but de finir par englober la totalité de la région, mettant ainsi en œuvre les premières étapes d'une stratégie qui m'aura été résumée par Fidèle Simugomwa, un ancien chef milicien, par les mots suivants : « Aucune personne ne devait survivre à cette attaque » (« Cyari Igitero cya simusiga »). Or c'est précisément parce que cette stratégie d'éradication totale a finalement échoué qu'il m'aura été possible de recueillir des témoignages de la journée du 13 mai 1994 émanant non seulement d'anciens génocidaires, mais aussi de survivants tutsi. Des témoignages d'autant plus crédibles qu'ils se recourent parfaitement, recoupements auxquels on n'aurait pu avoir accès si la cible du 13 mai avait, ainsi que cela avait été prévu, été éradiquée dans sa totalité.

J'ai par exemple été en mesure de reconstituer une scène à laquelle ont participé deux témoins : au cours de la scène en question, Fidèle Simugomwa (le milicien) court après Sylvestre Niyakayiro (le Tutsi). Cette scène, dont se souviennent parfaitement bien les deux protagonistes, se déroule sur la colline de Nyira-

makwara devant laquelle nous nous trouvons alors. Un Hutu courant après un Tutsi pour le tuer ? Quoi de plus commun qu'un tel témoignage ! Si ce n'est que tous deux se souviennent de la présence, au côté de Fidèle, d'hommes armés de mitraillettes : des Blancs du point de vue de Sylvestre, tandis que du point de vue de Fidèle ce sont bien des Français en ce qu'ils leur ont tout simplement été présentés comme tels. La participation des milices Interahamwe au génocide des Tutsi ayant de tout temps été de notoriété publique, qu'aurait-on donc pu alors vouloir cacher à l'opinion en ordonnant qu'il ne restât aucun témoin, si ce n'est la participation directe de soldats français au dernier génocide du vingtième siècle ?

Le 13 mai 1994

On sait, notamment depuis la publication du rapport de l'ONG londonienne *African Rights* ainsi que depuis les procès du *Tribunal Pénal International pour le Rwanda* (TPIR) d'Arusha, qu'au cours de la journée du 13 mai 1994, participèrent au génocide des Tutsi de Bisesero l'ensemble des grands chefs miliciens ayant alors, à cette époque, déjà des dizaines de milliers de victimes tutsi à leur actif : le préfet de Kibuye Clément Kayishema, le ministre de l'Information Eliezer Niyitegeka, le commerçant Mikaeli Muhimana, l'industriel Alfred Musema, l'homme d'affaires Obed Ruzindana et son frère Joseph Mpambara, le conseiller Vincent Rutaganira, le docteur Gérard Ntakirutimana et son père le Pasteur Elizaphan, enfin l'agriculteur de Cyangugu Yussuf Munyakazi. Tous ces gens sont actuellement en prison, à l'exception de Rutaganira qui en est déjà sorti, mais aussi de Yussuf Munyakazi et de Joseph Mpambara, tous deux étant encore, à la date où ce texte est écrit, en cours de jugement respectivement à Arusha et à La Haye. Deux figures notoires courent toujours : les bourgmestres Charles Sikubwabo et Aloys Ndimbati. Ce que ni le rapport *d'African Rights* ni les minutes des procès d'Arusha n'avaient jusqu'à présent fait apparaître, c'est que des soldats français ont, au côté de ces grands chefs miliciens, aussi bien participé activement à l'organisation de ces deux jours de génocide que participé directement à leur mise en œuvre. Fort donc des récentes découvertes relatives à cette participation ainsi que des témoignages qu'avaient déjà apporté à ce dossier aussi bien *African Rights* que le TPIR, on peut désormais commencer à examiner avec précision comment génocidaires français et rwandais se sont, à la mi-mai 1994, entrecroisés et synchronisés aux fins d'exécuter le projet d'extermination des Tutsi de Bisesero. Il suffit pour cela de considérer ces récentes découvertes comme de nouvelles pièces qu'il s'agit désormais d'insérer au sein du puzzle de l'Histoire globale de ces deux jours. En voici une première ébauche.

Vers 7 heures du matin, cent à cent cinquante Rwandais sont rassemblés sur la place de la commune de Mubuga avant que Charles Sikubwabo ne les y rejoigne. Il vient de Gishyita, dont il est le bourgmestre, en compagnie d'une dizaine de militaires qu'il présente à la foule comme des Français. Au bout d'à peine un quart d'heure, Sikubwabo repart avec ces derniers en voiture en direction d'un lieu nommé Mumubuga, tandis que la foule rassemblée sur la place s'y rend, elle, à pied, par une piste. Même programme que la veille ? Non. Le visage des soldats français n'est pas ce jour pour rien caché avec de la suie noire. Car, au programme de ce 13 mai, cette fois : l'extermination des Tutsi de Biseseero. Sikubwabo n'hésite d'ailleurs pas à enfoncer le clou lorsqu'au moment de rejoindre son véhicule, il lance : « Détruisez ! Brûlez ! Tuez-les ! » La marche est rapide : les premiers arrivés seront les premiers servis. Les biens du riche tutsi Sakufe feront partie du butin. Le paysan hutu Jean Ngarambe le sait à qui, en dépit de la forte montée entre Mubuga et Mumubuga, il ne faut qu'une heure trente pour rejoindre le point de rendez-vous fixé avec les militaires français. Si Jean et ses collègues se rendent à pied sur le lieu du génocide, c'est essentiellement par bus que sont, pour leur part, convoyés des dizaines de milliers d'autres génocidaires : miliciens Interahamwe, militaires et policiers rwandais, sans oublier la population hutu rameutée pour l'occasion. La foule vient aussi bien du sud-ouest du pays (Cyangugu) que du nord (Ruhengeri et Gisenyi). Aussi aura-t-il fallu réquisitionner des moyens de transport publics ainsi que des véhicules de chantier ou d'usine. A la tête de chacun de ces convois, des figures du génocide parmi lesquelles Ruzindana, Kayishema ou encore Musema. Tous finissent par se rejoindre sur la frontière entre les communes de Gishyita et de Gisovu où Kayishema, à l'aide de son mégaphone, ne tarde pas à scinder les attaquants en plusieurs groupes, chacun d'eux étant maintenant dirigé par un grand chef milicien.

L'encerclement des Tutsi se fait progressivement le long d'un périmètre parcourant les sommets de différentes collines : plusieurs kilomètres le long desquels se déploient maintenant miliciens et soldats rwandais, paysans hutu et militaires français. Ces derniers ont notamment pris position sur la colline de Mumubuga ainsi que sur celle de Gitwa. Ils sont également aperçus par des rescapés aux sommets d'autres collines. En février 2010, j'ai effectué des reconstitutions précises en présence d'anciens miliciens sur la colline de Mumubuga. Selon ces témoignages, le 13 mai 1994, au moins cinq soldats français y sont présents après avoir fait la jonction avec ceux qu'ils ont laissés un peu plus tôt à Mubuga. Espacés dans la brousse les uns des autres d'une vingtaine de mètres, ils sont alors positionnés en avant de la milice hutu qui, prête à déferler sur les collines d'en face, est pour le moment sommée de se mettre au sol. Les soldats blancs « installent

de très grands fusils » au sommet des collines, après quoi les Tutsi ne tardent pas à découvrir que ces armes sont en mesure de « faire se soulever la terre » ou bien encore d'« arracher des arbres ». De la colline de Mumubuga, les soldats français viennent en effet d'ouvrir abondamment le feu sur les buissons des collines d'en face, dont celles de Nyiramakware, de Sakufe et de Kinigi, après quoi ils se mettent à tirer à la mitrailleuse sur les cibles mouvantes que constituent dès lors les Tutsi débusqués. La scène se passe également sur la colline de Gitwa sur laquelle j'ai aussi, en février 2010, organisé une reconstitution. Le 13 mai 1994, du haut de cette colline, militaires et gendarmes rwandais y mitraillent les Tutsi aux côtés des soldats français qui utilisent ici, outre leurs armes personnelles à rafales, une « très grande » mitrailleuse fixée à un de leurs véhicules stationnés sur la route. Si ce n'est que les armes des Rwandais ont une moins longue portée que celle des Français. Aussi un gendarme rwandais décide-t-il de s'avancer un peu pour, lui aussi, être en mesure de toucher la cible tutsi.

Une fois déversée l'averse de balles et de roquettes (ou d'obus) sur les collines où tentaient jusqu'alors de se cacher les Tutsi, il est temps pour les miliciens ainsi que pour les simples paysans hutu, de partir à leur tour au « travail », épiant le moindre mouvement sur la colline fumante aux fins d'achever de leurs machettes et autres armes blanches les derniers survivants de ces hommes sans défense, de ces vieillards, de ces femmes et ces enfants en haillons. Dans cette ultime mission, les soldats français accompagnent les génocidaires rwandais qui, couverts de feuilles séchées afin de se distinguer des Tutsi, se chargeront d'effrayer ces derniers pour les rabattre en direction de leurs canons. « *Cyari Igitero cya simusiga* » (« Aucune personne ne devait survivre à cette attaque »).

Conclusion

Les révélations relatives à la participation directe des soldats français à l'extermination à Bisesero de dizaines de milliers de civils tutsi le 13 mai 1994 a contribué à déplacer le centre de gravité de la question de l'implication de la France officielle dans leur génocide. Cette question ne saurait en effet désormais plus être exclusivement centrée notamment sur la détermination du degré de conscience de cette France au moment où celle-ci formait les milices qui allaient commettre le génocide des Tutsi ou bien encore au moment où elle livrait des armes à ceux qui étaient en train de le perpétrer. Si cette ancienne accusation – et d'autres – reste d'actualité, elle s'accompagne inévitablement aujourd'hui de celle selon laquelle les soldats français ne se seraient pas contentés du rôle indirect qui leur avait, semble-t-il, été assigné dans le scénario du génocide, mais seraient, pour pallier à l'inefficacité des miliciens, allés jusqu'à participer activement à son exécution.

Par ailleurs, la lumière qui vient d'être faite sur la synchronisation entre armes à feu des soldats français et machettes des miliciens rwandais donne un reflet outrageant aux propos tenus aussi bien par le ministre français de la Coopération, Charles Josselin, que par le chef d'Etat-major aux armées, Jacques Lanxade, selon lesquels « ce ne sont pas des soldats français qui tenaient les machettes qui ont tué plusieurs centaines de milliers de Tutsi ». La présente enquête atteste que ce ne sont en effet pas des machettes que les soldats de l'hexagone ont tenu pendant le génocide mais bien des mitraillettes qui furent, elles, autrement plus efficaces que les armes traditionnelles que n'utilisèrent, quant à eux, les miliciens rwandais qu'aux fins d'achever les Tutsi qui avaient survécu à la pluie diluvienne de balles françaises.

Il ne pourrait bientôt plus rester à ceux des officiels français qui choisirent de participer au « ça » du « Plus jamais ça » que l'ultime manœuvre consistant à sacrifier publiquement un certain Paul Barril sur l'autel de l'honneur de la France : il s'agira dès lors, une fois n'est pas coutume, de nous présenter les hommes du 13 mai sous les atours quelque peu surannés de mercenaires. Si ce n'est que l'enquête qui les aura conduits à ainsi dépenser leur dernier fusible consigne d'ores et déjà des témoignages qui pourraient bien invalider ce procédé de seconde main.

note

1. Outre les exactions déjà documentées que commirent des soldats français, individuellement ou par petits groupes, notamment pendant l'opération Turquoise, ce massacre est le seul à *ma connaissance* auquel l'armée française ait directement participé au Rwanda.